

des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité" et de l'examiner en même temps que le rapport de la Commission du droit international.

99<sup>e</sup> séance plénière  
13 décembre 1984

**39/81. Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales<sup>17</sup>**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 31/9 du 8 novembre 1976, par laquelle elle a invité les Etats Membres à poursuivre l'étude du projet de traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales<sup>18</sup>, ainsi que des autres propositions faites au cours de l'examen de cette question,

*Rappelant également* sa résolution 32/150 du 19 décembre 1977, par laquelle elle a créé le Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales,

*Rappelant*, en particulier, ses résolutions 33/96 du 16 décembre 1978, 34/13 du 9 novembre 1979, 35/50 du 4 décembre 1980, 36/31 du 13 novembre 1981, 37/105 du 16 décembre 1982 et 38/133 du 19 décembre 1983, par lesquelles elle a décidé que le Comité spécial devrait poursuivre ses travaux,

*Prenant acte* des déclarations faites par les présidents du Comité spécial à ses sessions de 1983<sup>19</sup> et de 1984<sup>20</sup> sur la base du document de travail officiel présenté par le Président du Comité spécial à sa session de 1982<sup>21</sup>,

*Ayant examiné* le rapport du Comité spécial sur les travaux de la session qu'il a tenue en 1984<sup>22</sup>,

*Tenant compte* de ce que le Comité spécial n'a pas achevé la tâche qui lui a été confiée,

*Réaffirmant* que le principe du non-recours à la force dans les relations internationales doit être appliqué universellement et efficacement et que l'Organisation des Nations Unies doit y contribuer,

*Exprimant l'espoir* que, sur la base des propositions dont il est saisi, le Comité spécial achèvera le plus tôt possible la tâche qui lui a été confiée,

1. *Prend acte* du rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales;

2. *Décide* que le Comité spécial poursuivra ses travaux en vue de l'élaboration, à une date aussi rapprochée que possible, d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales et sur le règlement pacifique des différends ou en vue de la formulation de toutes autres recommandations que le Comité jugera appropriées;

3. *Prie* le Comité spécial, en vue d'assurer le progrès de ses travaux, d'accélérer, lors de sa session de 1985, l'élaboration des formules du document de travail contenant les principaux éléments du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, en tenant dûment compte des propositions qui lui ont été soumises et des efforts déployés à ses sessions de 1982, 1983 et 1984;

4. *Invite* les gouvernements à communiquer leurs commentaires ou suggestions ou à les mettre à jour, conformément à la résolution 31/9 de l'Assemblée générale;

5. *Prie* le Comité spécial de ne pas perdre de vue qu'il est important de parvenir à un accord général chaque fois que cela présente un intérêt pour le résultat de ses travaux;

6. *Décide* que le Comité spécial doit admettre des observateurs des Etats Membres à participer à ses travaux, notamment à participer aux réunions de son groupe de travail;

7. *Prie* le Comité spécial de mener essentiellement ses activités dans le cadre de son groupe de travail;

8. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition du Comité spécial les moyens et les services nécessaires;

9. *Invite* le Comité spécial à présenter un rapport sur ses travaux à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarantième session la question intitulée "Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales".

99<sup>e</sup> séance plénière  
13 décembre 1984

**39/82. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-septième session<sup>23</sup>,

*Rappelant* que la Commission a pour objet d'encourager l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international,

*Rappelant*, à ce sujet, sa résolution 2205 (XXI) du 17 décembre 1966, ainsi que toutes ses autres résolutions concernant les travaux de la Commission,

*Rappelant également* ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974 et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975,

*Réaffirmant sa conviction* que l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international, en réduisant ou en supprimant les obstacles juridiques au courant des échanges internationaux, notamment ceux auxquels se heurtent les pays en développement, contribueraient de façon appréciable à l'établissement d'une coopération économique universelle entre tous les Etats, sur la base de l'égalité, de l'équité et de la communauté d'intérêt, ainsi qu'à l'élimination de la discrimination dans le commerce international et, partant, au bien-être de tous les peuples,

*Prenant en considération* la nécessité de tenir compte des différents systèmes sociaux et juridiques pour harmoniser et unifier les règles du droit commercial international,

*Soulignant* la valeur d'une participation des Etats de tous les niveaux de développement économique, y compris des pays en développement, au processus d'harmonisation et d'unification des règles du droit commercial international,

<sup>17</sup> Voir également sect. X.A., décision 39/326.

<sup>18</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément n° 41 (A/34/41 et Corr.1), annexe.

<sup>19</sup> Ibid., trente-huitième session, Supplément n° 41 (A/38/41), par. 59.

<sup>20</sup> Ibid., trente-neuvième session, Supplément n° 41 (A/39/41), par. 51.

<sup>21</sup> Ibid., trente-septième session, Supplément n° 41 (A/37/41), par. 372.

<sup>22</sup> Ibid., trente-neuvième session, Supplément n° 41 (A/39/41).

<sup>23</sup> Ibid., Supplément n° 17 (A/39/17).